



Le site d'information des professionnels de l'éducation

[Recherches et publications](#) [Actualités](#) [Tribunes](#) [Jurisprudence](#) [Revue de la presse et des sites](#) [Textes officiels](#)

Abonnés » Articles

Les RASED menacés, les associations de spécialistes et les organisations syndicales s'alarment

Paru dans [Scolaire](#) le vendredi 16 novembre 2018.

"La réforme de la formation des enseignants spécialisés signe la fin de l'adaptation scolaire et (...) du dispositif RASED" estiment dans un communiqué commun les associations de spécialistes (l'AFPEN pour les psychologues, la FNAME pour les "maîtres d'adaptation" ou "maîtres E" et la FNAREN pour les rééducateurs ou "maîtres G") auxquelles se joignent l'AGSAS (les groupes de soutien au soutien), la FCPE, et les organisations syndicales CGT Educ'Action, SGEN-CFDT, SE-UNSA, SNPI et SNUIPP-FSU.

Les signataires ajoutent que les RASED ne peuvent répondre à toutes les demandes d'aide, en "forte croissance", qu'ils reçoivent des enseignants, "faute de moyens". Et "sur les territoires où les RASED sont désormais absents ou incomplets, il n'existe plus d'autre réponse que la réponse médicale, tant pour les enseignants que pour les familles". Un "grand nombre d'enfants" risquent donc, estiment-ils, de "verser dans le champ du trouble ou du handicap, faute d'aide spécialisée" et de prévention dans le cadre scolaire.

Ils demandent "un bilan qualitatif des réalités de la formation" après la réforme du CAPPEI (voir notamment ToutEduC [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#)), et une meilleure identification des deux dominantes du parcours de formation "travailler en RASED". Ils demandent aussi que les associations professionnelles participent à la conception des maquettes de formation, que les stagiaires bénéficient d'un tutorat auprès d'un pair expérimenté et que "l'aide relationnelle" s'inscrive dans la continuité de "l'aide rééducative" qu'elle est appelée à remplacer.

Les signataires demandent aussi que le ministère réaffirme les missions des maîtres G et des maîtres E. Ceux-ci craignent notamment d'être considérés comme des moyens de remplacement, comme c'est déjà le cas en Polynésie française, selon des informations recueillies par ToutEduC.

